ARTICLE 1° : Le présent arrêté complète les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2010 autorisant la Société des Génifs du Centre à poursuivre et à étendre pour une durée de 20 ans son exploitation de la carrière à ciel ouvert de galets situé à Laplaux aux lieux-dits « Gibarex » et « les Fontenelles ».

ARTICLE 2 : L'exploitant sera tenu de réaliser sous un délai de 3 mois à échéance de la notification du présent arrêté, par un bureau d'études compétent en la matière, une étude mécanique des sols sur les parcelles section C n°248 à 351, 385, 387, 358, 377 et 357 situées le long de la VC 16 entre les bornes d'exploitation B 7 et B 14. Cette étude portera plus particulièrement sur :

- l'actuelle zone dangereuse en cours de glissement au niveau des parcelles 357 et 377 entre les bornes B9 et B12, son extension possible le long de la VC 16 ainsi que les risques encourus (glissement, exsurgence, stabilité...) et sur les éventuelles dispositions à mettre en place tant à l'extérieur du site que sur celui-ci afin de sécuriser le secteur présentant un risque de glissement,
- la vérification :
  - de la stabilité de la zone en cours d'extension au niveau de la parcelle 357 entre les bornes B10 et B 11,
  - de la stabilité de la zone d'extension qui ne fait pas l'objet d'extension au niveau des parcelles 349 à 351, entre les bornes B 7 à B 8. Une attention toute particulière sera portée au niveau du muret d'excavation avec l'exploitation existante entre les bornes B 8 à B 9,
- la vérification des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral et notamment celles fixées à l'article 2.2 « conduite de l'exploitation » et de proposer, si nécessaire de nouvelles dispositions d'exploitation visant à compléter celles existantes dans le cadre d'une possible poursuite de l'activité.

ARTICLE 3 : La périodicité annuelle fixée à l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral pour la surveillance des bornes dont le nombre est de 3 au minimum au niveau de la zone dangereuse et 2 bornes de part et d'autre pour contrôler l'éventuelle extension de la zone dangereuse est modifiée comme suit :

- elle sera réalisée tous les trimestres par un géomètre avec un relevé en coordonnées X, Y et Z,
- elle sera réalisée manuellement entre deux contrôles du géomètre par un salarié de la société dûment formé à l'observation de ce phénomène.

Les mesures réalisées par le géomètre seront consignées sur un plan en coordonnées X, Y et Z et le vecteur de déplacement devra être précisé. Les observations du salarié seront consignées sur un registre envoyé à cet effet.

L'ensemble de ces données sera transmis à l'inspection des installations classées tous les trimestres. En cas d'accélération du phénomène ou de changement de comportement, l'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées avec copie au préfet de département.

ARTICLE 4 : En complément de l'article 2.2.3 « conduite d'exploitation », l'exploitant mettra en place tous les moyens qu'il jugera utile (organisationnel et/ou physique) pour intégrer l'accès de la zone dangereuse tout littoralement que verticalement à ses salariés. Il interdira également la reprise de matériaux nécessitant un passage dans la zone dangereuse telle que délimitée ci-dessus.

ARTICLE 5 :
Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement (mise en demeure, suspension du fonctionnement de l'installation).

**ARTICLE 6 :**

Le destinataire du présent arrêté peut contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Il peut également saisir le Tribunal Administratif compéntent d'un recours contester dans les deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société des Gruits du Centre par la voie administrative. Une copie sera adressée :
- à la mairie de Lapleau ;
- au groupement de gendarmerie territorialement compéntant ;
- à la direction départementale des territoires ;
- à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;
- au service départemental d'incendie et de secours ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) du Limousin ;
- à l'unité territoriale de la DREAL du Limousin à Brive-la-Gaillarde.

**ARTICLE 8 :**

Le Secrétariat Général de la Préfecture de la Corrèze, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin et l'ingénieur en industrie et des Mines, l'Inspecteur des Installations Classées à Brive la Gaillarde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 03 août 2012
Le préfet,

[Signature]

Ministre [Signature]